

Politique

Éditorial
Monde

« Si M. Johnson gagne, les taux vont baisser »

Chrétien se fait plus précis... mais Martin ne le suit qu'à mi-chemin

CHANTAL HÉBERT
du bureau de La Presse
OTTAWA

En réponse à l'importante augmentation du taux d'escompte de la Banque du Canada hier, le premier ministre Jean Chrétien a fait monter d'encre un cran sa rhétorique contre la souveraineté et ses partisans.

Non content d'imputer au mouvement souverainiste l'entière responsabilité de la hausse progressive actuelle des taux d'intérêt, le premier ministre a prédit

qu'une victoire électorale du Parti québécois intensifiera encore davantage le mouvement à la hausse.

Jean Chrétien estime également que les Québécois détiennent à eux seuls la solution au problème de la montée imprévue du loyer de l'argent. « Le Bloc et le PQ essaient de briser le pays et il y a un prix à payer pour cela. Si M. Johnson gagne, les taux vont baisser. Mais si M. Parizeau gagne, nous allons malheureusement continuer à payer pour l'irresponsabilité du Parti québécois, a soutenu en anglais le premier ministre à la Chambre. D'ici deux, trois ou quatre

mois, le problème se règlera aisément si les gens du Québec décident de ne pas voter pour le PQ », a-t-il poursuivi.

Mais, avec cette équation, le premier ministre n'a guère trouvé preneur hier à l'extérieur du cercle immédiat des libéraux.

Le ministre fédéral des Finances, qui la veille accusait les souverainistes de mettre en danger des milliers d'emplois chaque fois qu'ils évoquent leur thèse politique, a suivi hier Jean Chrétien seulement à mi-chemin. Interrogé sur la hausse du taux d'escompte, le ministre des Finances a d'abord noté la volatilité

générale des marchés un peu partout dans le monde. (Cette dernière explication est celle qu'ont retenue la vaste majorité des analystes financiers canadiens hier.)

Pourtant, malgré le caractère global de la situation actuelle, le ministre a tout de même soutenu qu'une victoire libérale à Québec constituerait le principal élément de redressement de la situation canadienne. « Une fois que l'incertitude politique sera derrière nous, nous devrions avoir une bonne situation », affirme M. Martin qui ne voit pas la nécessité, pour l'instant, de corriger le tir de son

budget de février, lequel était axé sur des prévisions nettement plus optimistes en matière de taux d'intérêt.

Le Parti réformiste juge pour sa part bien mince l'explication du gouvernement sur la courbe inquiétante des taux d'intérêt. « La situation politique au Québec compte pour quelque chose, mais nous avons surtout un problème de base et c'est celui de la dette nationale », affirme ainsi le député Stephen Harper.

Quant au Bloc québécois, il attribue au peu de rigueur du budget Martin les difficultés canadiennes actuelles.

Bombardier craint pour ses 11 000 employés locaux...

LAURIER CLOUTIER

Bombardier craint pour ses 11 000 employés locaux et pour le Québec, dans l'éventualité de la mise en marche du projet de souveraineté du Parti québécois.

Le président du conseil et chef de la direction, Laurent Beaudoin, a profité de l'assemblée annuelle de Bombardier pour réitérer sa profession de foi fédéraliste hier.

Rappelant que Bombardier exporte 95 p. cent de ses produits, M. Beaudoin estime que les « gains économiques pour les citoyens seraient illusoire, au mieux très minces, avec la souveraineté. Par contre, les risques et les coûts seraient bien réels ».

Bombardier craint la fin d'ententes internationales comme le libre-échange après la prise du pouvoir par le PQ.

Laurent Beaudoin souligne que le Canada a permis depuis 30 ans « l'émergence au Québec d'une classe économique, politique et sociale qui joue un rôle de premier plan au pays ».

« Les gens d'affaires devraient s'abstenir de tout commentaire selon certains. Au contraire, les entrepreneurs devraient s'exprimer dès maintenant car, après les élections, il risque d'être bien tard ».

Lors d'une conférence de presse, le président a ajouté que Bombardier « devrait envisager de produire ailleurs » si les trois partenaires de l'ALENA (Mexique, États-Unis, Canada) ne voulaient pas admettre le Québec comme nouveau signataire de l'accord.

« Il n'est pas question cependant de démanteler le siège social de Bombardier. On examinera la situation mais nous sommes de vrais Québécois », a conclu Laurent Beaudoin.



Le PQ à vélo
Du 21 juin au 5 septembre, les routes du Québec seront sillonnées par les cyclistes du Comité national des jeunes du Parti québécois (CNU), qui rencontreront systématiquement les jeunes de toutes les régions. « Par cette tournée, a expliqué le président du CNU, Éric Bédard, nous voulons permettre à ces jeunes d'exprimer leurs points de vue et de formuler leur vision d'un Québec souverain. » Le départ de la tournée s'est déroulé hier en présence du président du Parti québécois, Jacques Parizeau, qui a tenu à saluer le courage et la détermination des jeunes de son parti. (Peut-être convient-il aussi de saluer le courage et la détermination qu'a manifestés M. Parizeau en enfourchant cette menaçante monture...)

PHOTO JEAN GOUJIL, La Presse

Le PQ anticipe déjà le départ de certains mandarins

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

L'arrivée au pouvoir du Parti québécois sonnerait le glas de plusieurs hauts fonctionnaires à Québec. Les stratégies du PQ prévoient une imposante relève de la garde au sein de la fonction publique québécoise si Jacques Parizeau est porté au pouvoir aux prochaines élections.

S'ils évitent soigneusement d'accréditer l'idée d'une « purge » des hauts fonctionnaires dans cette éventualité, ces stratégies péquistes prévoient qu'il n'est pas question de rééditer le scénario de 1976 où le gouvernement Lévesque avait gardé la quasi-totalité des mandarins du gouvernement.

Elle n'existe pas, mais tout le monde en parle à Québec — la « hit list » du PQ laisse prévoir bien des remous.

« On n'aura pas beaucoup de temps avant le référendum et il faudra agir assez rapidement » explique-t-on du côté du PQ. Dans l'éventualité d'une victoire, il faut s'attendre à des changements profonds dans la haute fonction publique; plusieurs personnes associées au Parti libéral occupent des postes « stratégiques » et auront à négocier les conditions de leur départ.

Au premier chef, Benoit Morin, le se-

crétaire général du gouvernement, sera invité à quitter ses fonctions — à moins qu'il ne soit d'ici là nommé à la magistrature. M. Morin fut aussi le sous-ministre d'André Ouellet, revenu au pouvoir à Ottawa, et pourrait se nichier à Ottawa.

Même si certains se sont liés d'amitié avec leurs vis-à-vis péquistes, qui respectent leurs compétences certaines, plusieurs hauts fonctionnaires proches du PLQ seraient aussi appelés à tirer leur révérence dans l'éventualité où le PQ prendrait le pouvoir. C'est le cas notamment de Jocelyn Pitre, secrétaire général associé à la législation, un poste crucial, et de Ronald Poupart, responsable du développement économique de Montréal.

Dans cette perspective, le cheminement idéal est, explique-t-on, celui emprunté par Ghislain Fortin, le secrétaire du gouvernement au développement économique, un poste très visible. M. Fortin, un ancien employé du PLQ durant les années d'opposition, a obtenu tout récemment une nomination à l'École nationale d'administration publique, une poste beaucoup moins en évidence que celui qu'il occupait.

Sur la « hit list » péquiste un seul mandarin semble à l'abri de tout soupçon: André Dicaire, un fonctionnaire de carrière, actuellement secrétaire du Conseil du trésor.

En 1976, les péquistes avaient évincé rapidement un Arthur Tremblay — le

père du ministère de l'Éducation, alors doyen des sous-ministres — mais avaient trouvé un modus vivendi avec plusieurs mandarins du régime précédent — les Claude Rouleau et Guy Coulombe notamment —, des compromis qui ne seront pas réédités si le PQ revient.

Et il faut s'attendre à ce que le couperet tombe très rapidement. Avec l'arrivée du gouvernement Lévesque en 1976, bien peu d'apparatchik péquistes avaient une quelconque expérience du pouvoir — Lévesque seul avait l'expérience du cabinet. Louis Bernard, futur premier haut fonctionnaire avait pour sa part été sous-ministre adjoint aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

Revenu au pouvoir en 1985, Robert Bourassa avait nommé Roch Bolduc, un ancien sous-ministre ostracisé par le ministre péquiste Guy Tardif, comme secrétaire général du gouvernement. C'était le signal évident d'une vendetta pour les nombreux mandarins nommés par le PQ, des règlements de compte dans lesquels les « politiques » n'avaient même pas eu à tremper, explique-t-on maintenant du côté du Parti québécois. Une fois l'élaguage effectué, M. Bolduc avait quitté, nommé au Sénat par Brian Mulroney, pavant ainsi la voie à Benoit Morin, qui se voyait ainsi épargné de la tâche ingrate des règlements de comptes.

En tête de « hit list » péquiste se trouvent les Renaud Caron — sous-ministre

à l'Industrie et Commerce, Denis Ricard aux Affaires internationales et Clermont Gignac, aux Transports. Les trois hommes furent étroitement associés au PLQ avant le retour de Robert Bourassa.

Plus surprenant, les noms de fonctionnaires de carrière dont personne ne dispute les compétences, se trouvent aussi sur cette liste: André Trudeau, le sous-ministre à la Santé que l'on dit très associé au pouvoir libéral, notamment à l'ancien ministre Marc-Yvan Côté. M. Trudeau était pourtant arrivé dans la haute fonction publique sous le PQ. Même sort pour François Geoffroy, qui s'était pourtant mis à dos les députés libéraux.

Dans l'entourage de Jacques Parizeau, on souligne aussi que l'ancien ministre des Finances avait désavoué la structure bicéphale mise en place à la Caisse de dépôt et placement. En dépit de ses compétences, Guy Savard, ancien collecteur de fonds pour le PLQ, se trouvera tout de suite sur la ligne de tir en dépit de son contrat de dix ans, tandis que le président Jean-Claude Delorme — plus proche de Jean-Claude Scraire, ancien chef de cabinet péquiste — aurait une espérance de vie bien meilleure.

S'il prend le pouvoir, le PQ reverra aussi des nominations secondaires mais étroitement associées au PLQ. On laisserait tranquille Suzanne Lévesque, sous-ministre adjointe à la Justice.

Les ténors fédéraux boudent le projet de TVA

PHILIPPE DUBUISSON
du bureau de La Presse
OTTAWA

Les ténors du gouvernement fédéral ont pris leurs distances par rapport à la proposition de remplacer l'impopulaire TPS par une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) nationale devant le peu d'enthousiasme qu'elle a suscité auprès des provinces.

Aux Communes, le premier ministre Jean Chrétien a dit que la recommandation du comité des finances de remplacer la TPS et les taxes de vente provinciales par une TVA nationale intégrée « ne lie absolument pas le gouvernement ».

Le rapport de la majorité libérale de ce comité chargé de trouver une solution de rechange à la TPS « nous aidera à voir un peu plus clair dans ce dossier », a tout au plus avancé M. Chrétien. Cependant, il dit maintenir l'engagement de son gouvernement de remplacer la TPS par une autre taxe.

Le ministre des Finances, Paul Martin, qui entend amorcer des négociations avec les provinces sur l'harmonisation des taxes fédérale et provinciales lors d'une rencontre à Vancouver les 28 et 29 juin prochain, a dit qu'il voulait aussi étudier les offres des provinces.

« Cette rencontre des ministres des Finances sera importante. Ce que nous voulons, c'est une taxe harmonisée qui fonctionne bien. Mais nous sommes prêts à entendre les propositions des provinces », a-t-il dit.

Le ministre des Finances a aussi laissé entendre qu'il pourrait envisager un nouveau partage des champs fiscaux avec les provinces en échange de l'établissement d'une taxe de vente unifiée d'un bout à l'autre du pays. « Nous entendons écouter ce que les provinces ont à proposer », a-t-il dit.

La proposition de remplacer la TPS et les taxes de vente provinciales par une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) intégrée à l'échelle canadienne a été rejetée d'emblée par plusieurs provinces, notamment l'Ontario, le Manitoba et l'Alberta. Le Québec a pour sa part formulé de sérieuses réserves.

Selon les recommandations de la majorité libérale du comité des Finances de la Chambre des communes, la TVA nationale serait essentiellement la même taxe que l'actuelle TPS. Elle serait cependant incluse dans le prix de vente des biens et services, mais inscrite sur les coupons de caisse pour demeurer visible. La TVA serait aussi plus simple à administrer pour les PME.

La TVA serait de 7 p. cent, comme l'actuelle TPS, si les provinces refusent d'harmoniser leurs taxes de vente au détail. Elle produirait les mêmes recettes pour le gouvernement fédéral, soit 17,4 milliards pour l'année 1992.

Le comité reconnaît que l'harmonisation des taxes fédérale et provinciales ne sera pas chose facile. Seul le Québec a accepté une harmonisation partielle avec l'actuelle TPS. L'Ontario estime que l'intégration complète des taxes de vente aurait pour effet de réduire l'autonomie fiscale des provinces, qui n'auraient plus la flexibilité d'ajuster l'assiette et le taux de leur taxe.

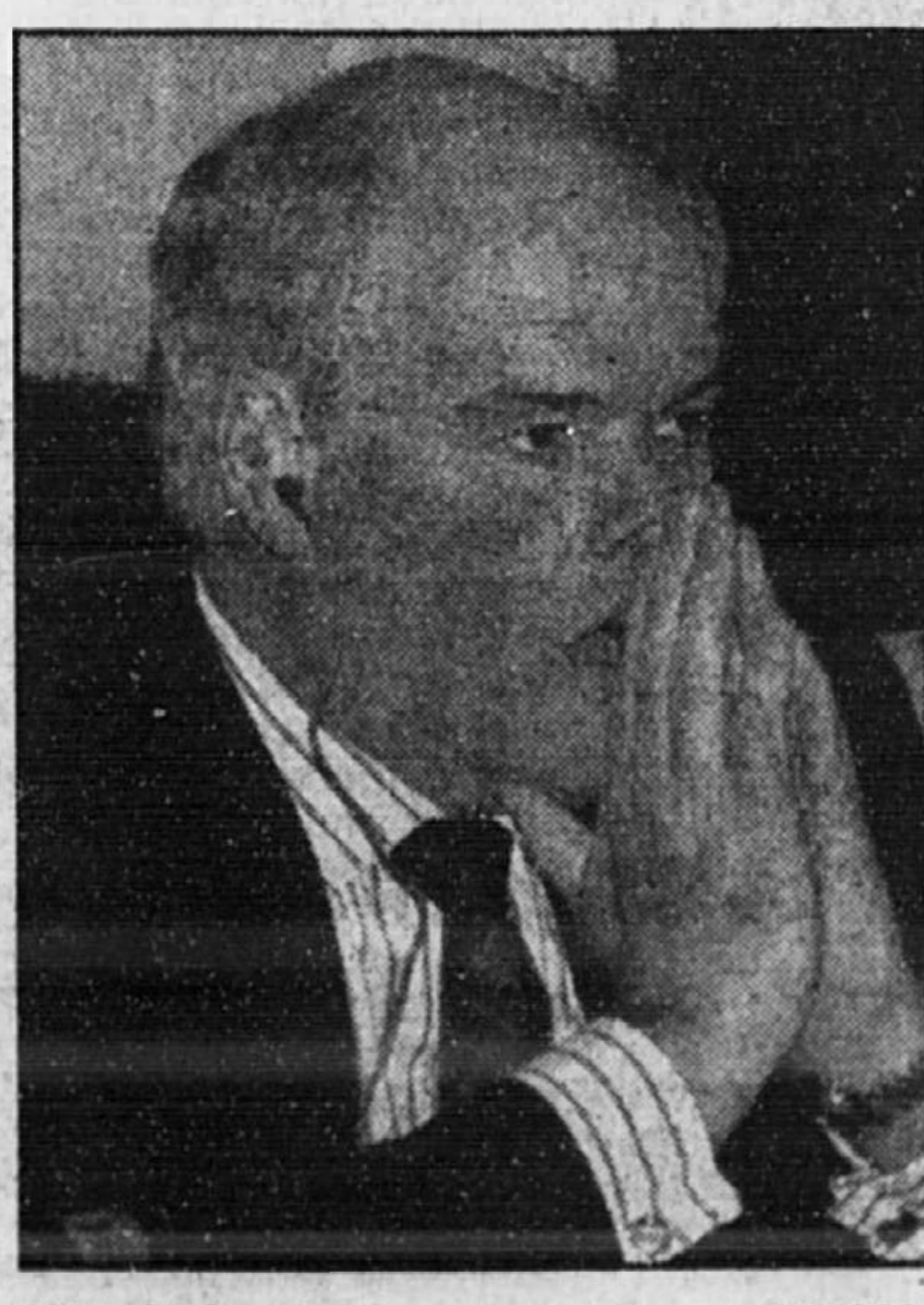
Interrogatoire serré du nouveau patron des services secrets par le BQ

DENIS ARCAD
OTTAWA

La première apparition publique du nouveau directeur du Service canadien de renseignement de sécurité, hier, a au moins permis de faire la première photo de cet homme peu bavard.

M. Elcock, espionnage oblige, a été aussi taciturne lors de sa comparution devant le Comité de la justice, hier, que durant les quatre dernières années, lorsqu'il était coordonnateur du renseignement de sécurité au conseil privé. Durant sa comparution devant le comité chargé d'examiner ses qualifications et sa compétence, le nouveau Numéro un des services secrets canadiens a donné l'impression d'un homme coriace, habile et... secret. Cette dernière caractéristique, présumément un atout dans ce travail, a laissé les députés d'opposition dans des degrés divers d'insatisfaction.

« En fait, ses silences ont été plus révélateurs que ses réponses, et c'est inquiétant pour ce qui est des intentions du SCRS dans le cadre du référendum (sur



Ward Elcock
PHOTO PC

la souveraineté), a indiqué le député bloquiste et critique en matière de renseignement, Michel Bellehumeur. « Je suis très insatisfaite des réponses aux questions que nous avons posées », a déclaré son homonyme réformiste, la députée Val Meredith.

Par contre, le député libéral Derek Lee a déclaré qu'il aurait été irréaliste de s'attendre à autre chose de la part de M. Elcock. « En se basant sur l'expérience passée, je savais qu'il en serait ainsi. Cette première rencontre était une formalité. » En 1991, M. Lee avait siégé à une commission d'examen de la Loi sur le SCRS durant laquelle M. Elcock avait été très peu coopératif.

Comme il fallait s'y attendre, c'est le Bloc québécois qui a été le plus agressif envers M. Elcock. Les questions de M. Bellehumeur ont permis de constater que le SCRS inspire une grande méfiance au BQ en raison des activités criminelles des services de renseignement de la GRC (que le SCRS a remplacé en 1984) contre le Parti québécois et le mouvement indépendantiste en général durant les années 70.

M. Bellehumeur a notamment demandé à M. Elcock le nom du directeur régional du SCRS au Québec, ce à quoi M. Elcock a répondu « Normand Chamberland », après avoir consulté son adjoint, Tom Bradley.

« Normand Chamberland? Est-ce que c'est le même qui a volé de la dynamite pour la GRC en 1972? » a rétorqué M. Bellehumeur.

M. Bellehumeur a ensuite demandé à M. Elcock de lui parler de Jean-Louis Gagnon, qui est maintenant un de ses adjoints à Ottawa. M. Gagnon fut le contrôleur de Claude Morin à l'époque où ce dernier était informateur payé par la GRC. Une façon de souligner que la participation aux « mauvais coups » de la GRC il y a 20 ans ne bloque pas la promotion à la direction du SCRS.

Auparavant, le BQ avait tenté d'obtenir de l'information sur quatre grands sujets. On voulait savoir si le SCRS accepterait à nouveau la coopération d'informateurs politiques du genre de Claude Morin. On voulait aussi savoir si le SCRS avait réouvert sous une forme quelconque une section anti-subversive au Québec, susceptible d'agir dans la pé-

riode commençant avec un éventuel référendum sur la souveraineté au Québec. On voulait aussi savoir si le SCRS, dont l'activité est restreinte par de nombreux mécanismes de contrôle, pouvait contourner ces balises en passant par d'autres agences, canadiennes ou étrangères et alliées, non-soumises aux mêmes limites juridiques.

À ces sujets, pour l'essentiel, M. Elcock a refusé de répondre aux questions spécifiques, invoquant la sécurité nationale, mais il a cependant affirmé à plusieurs occasions que l'organisme qu'il représente — tout comme le CST — agissaient dans les limites de la loi et comptaient continuer à le faire. Il a ajouté que les partis politiques et les mouvements de dissidence respectant la loi ne faisaient pas partie du mandat du SCRS.

M. Bellehumeur a aussi cuisiné M. Elcock sur les activités de renseignement du SCRS en ce qui a trait au stockage d'armes par les Mohawks du Québec. M. Elcock a refusé de répondre à cette question mais a souligné qu'il y avait une différence entre ne pas vouloir en parler et ne pas savoir ce qui se passait dans les réserves mohawks.

Paul Desmarais
président du conseil
d'administrationRoger D. Landry
président et éditeurClaude Masson
éditeur adjointMarcel Desjardins
directeur de l'informationAlain Dubuc
editorialiste en chef

Éditorial

TVA: le projet mort-né

L'élément le plus prometteur de la réforme de la TPS présentée cette semaine à Ottawa, c'était la création d'une taxe nationale, qui intégrerait la TPS et les taxes de vente provinciales.



Mais ce projet est mort-né. Les recommandations du comité des Finances de la Chambre des communes étaient à peine déposées que plusieurs provinces, dont l'Ontario, y opposaient déjà un refus catégorique. Or, seule cette TVA nationale constituait un changement assez significatif pour que le gouvernement Chrétien puisse prétendre qu'il remplaçait la TPS par une nouvelle taxe. Sans ce volet essentiel, la réforme apparaît pour ce qu'elle est, une réformette qui améliore la TPS sans la changer.

Le gouvernement libéral se dirige donc probablement vers son premier véritable échec politique. Et il y a là une justice immanente puisque, dans ce dossier, le parti de M. Chrétien a lui-même semé les germes de son échec.

Notons que ce débat ne touche pas vraiment le Québec, dont la taxe de vente est déjà largement intégrée à la TPS fédérale. Même s'il exprime inlassablement sa soif d'autonomie et proclame sa différence, le Québec a été la seule province à accepter l'offre des conservateurs d'unifier les deux systèmes. Après bien des tâtonnements, la TVQ et la TPS sont presque semblables, et la TPS fédérale est gérée par le gouvernement du Québec qui, ce faisant, a récupéré des centaines de fonctionnaires fédéraux. Et le tout, sans que cela provoque de débats déchirants.

C'est bien sûr dommage que le reste du Canada ne réussisse

pas, lui aussi, à nettoyer son régime fiscal. Il est clair que le Canada profiterait d'une taxe à la consommation unifiée, plus simple et plus efficace. Mais il ne faut pas, non plus, dramatiser la portée de cet échec. Les taxes de vente provinciales sont relativement simples à administrer. Et le drame qu'ont vécu les PME, depuis trois ans, ne tenait pas à la coexistence des deux systèmes, mais bien à l'incohérence de la TPS fédérale. En simplifiant la TPS, Ottawa réglerait ainsi le gros des problèmes.

De toute façon, l'échec était prévisible. D'abord, l'intégration complète des taxes provinciales à la TVA fédérale est impossible parce que les provinces n'ont pas le droit de recourir aux taxes indirectes. Il faudrait un amendement constitutionnel! Au Canada, on sait ce que ça veut dire.

Ensuite, en intégrant leur taxe de vente à la TVA fédérale, les provinces anglophones perdraient à toutes fins pratiques leur seul outil fiscal. Le Québec est la seule province à avoir son ministère du Revenu et sa déclaration d'impôt. Les autres provinces, qui dépendent du fisc fédéral pour l'impôt sur le revenu, tiennent donc à leur taxe de vente et n'accepteront pas facilement de perdre ce qui leur reste d'autonomie fiscale.

Enfin, nous savons tous que l'introduction de la TPS s'est accompagnée d'importants débats et que certaines provinces refuseront cette taxe pour des raisons idéologiques. L'Ontario, social-démocrate, conspuait cette taxe injuste. L'Alberta, hyper-conservatrice, s'oppose par principe à toute forme de taxe de vente provinciale.

C'est donc l'impasse. Et cette impasse, les libéraux de M. Chrétien en sont largement responsables. C'est Jean Chrétien, alors chef de l'Opposition, qui a orchestré, avec ses sénateurs

séniles, une croisade d'une incroyable démagogie contre la TPS et qui a fourni aux adversaires de cette taxe leurs arguments hystériques, notamment cette étrange indignation de la gauche canadienne contre la régressivité de cette taxe, quand nous savons parfaitement que tous les pays socio-démocrates européens, sans exception, recourent largement à la TVA.

Et c'est également Jean Chrétien, en trahissant les faux espoirs qu'il avait suscités par sa promesse électorale d'abolir la TPS, qui vient de réussir à rouvrir le débat stérile sur la TPS. Et qui libère ainsi tous les démons qui hantent la vie sociale et politique, au Canada, et rendent ce pays ingouvernable. Le Canada, qui a toujours vingt ans de retard sur les débats sociaux, n'est pas prêt pour une réflexion civilisée sur la TVA.

Pourquoi alors avoir proposé une taxe nationale qui, à sa face même, ne sera pas acceptée? Les membres de ce comité, contrôlé par les libéraux, ne pouvaient pas ne pas savoir qu'ils allaient frapper un mur. Les conservateurs n'ont pas réussi à convaincre les provinces d'embarquer dans le train de la TPS. Et comme les libéraux ne disposent pas d'arguments additionnels ou de solutions magiques, comment pouvaient-ils espérer réussir là où leurs prédécesseurs avaient échoué?

Cela paraît si peu plausible qu'on ne peut pas écarter l'hypothèse d'une manœuvre politique. Ce sont, en effet, les provinces qui auront l'odieuse de rejeter la réforme fédérale. Et le gouvernement Chrétien, devant le refus des provinces, pourra ensuite affirmer qu'il a sincèrement tenté de tenir promesse et de remplacer la TPS, mais qu'il en a été empêché par l'égoïsme et le régionalisme des provinces.

Alain DUBUC

Aide à Cuba

Seize ans après la rupture, le gouvernement canadien a décidé de renouer ses relations philanthropiques avec Cuba.



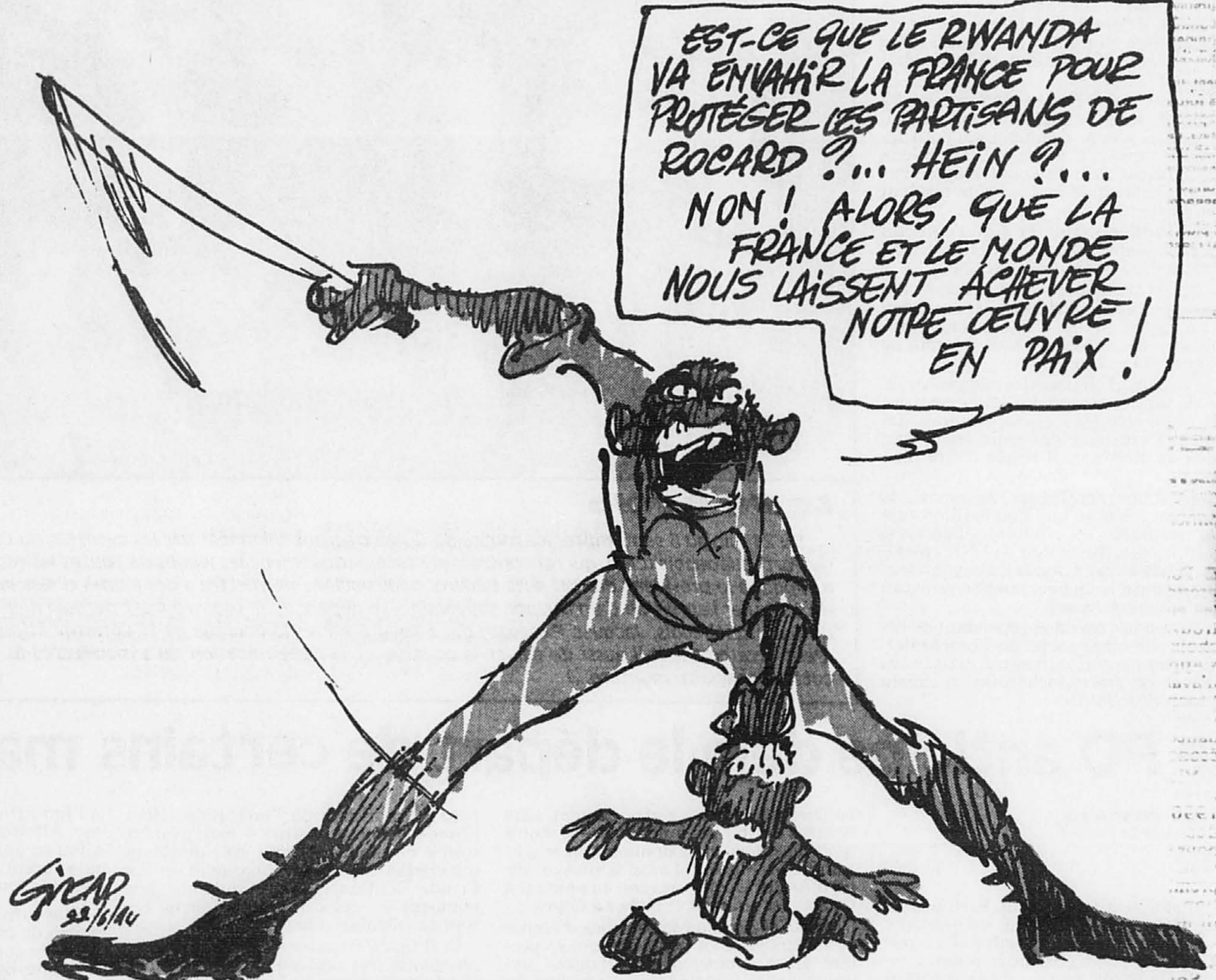
L'aide annoncée cette semaine est modeste: un million et demi de dollars d'ici un an. D'un point de vue strictement quantitatif, c'est une goutte d'eau dans un océan de besoins. L'effondrement de l'URSS a privé Cuba de quelque sept milliards de subsides soviétiques. Depuis quatre ans, son économie coule à pic. Le rétablissement des ponts humanitaires avec le Canada la soulagera un peu, mais ne la sortira pas de l'indigence.

Mais le geste vaut surtout par sa portée symbolique. Et par le message qu'il envoie là où pourraient se prendre des décisions autrement plus fondamentales pour l'avenir de Cuba: à Washington. Les USA observent en effet un strict embargo commercial contre le pays de Fidel Castro depuis 1960. À l'époque, il s'agissait de tuer dans l'oeuf toute velléité d'expansion du communisme sur le continent. Malgré la fin de la guerre froide, Washington n'a jamais voulu réviser sa politique. Au contraire, le gouvernement a cru que dans un contexte post-communiste, le régime castriste n'en avait plus pour longtemps, et qu'un resserrement du blocus accélérerait sa fin.

La stratégie, pour l'instant, n'a donné rien qui vaille. Le castrisme, l'un des derniers dinosaures d'une ère révolue, régime autoritaire reposant sur un seul homme qui n'a jamais complètement épuisé son capital de sympathie, ne donne pas encore de signes d'agonie. Il n'en est pas moins condamné, à plus ou moins longue échéance.

Et l'échéance est peut-être très rapprochée: la tragédie économique du pays force déjà La Havane à sortir de son isolement. Un peu comme le fait la Chine, face à laquelle tout l'Occident, Washington en tête, joue la carte de l'ouverture sans le moindre frisson de regret. La thèse étant que le meilleur moyen de favoriser le rétablissement des droits humains, c'est de l'aider dans sa transition économique. Que l'on soit d'accord ou non, le moins que l'on puisse dire, c'est que la même logique vaut pour Cuba. C'est ce que reconnaît implicitement le Canada en rétablissant ses ponts humanitaires. À souhaiter que Washington finisse par capter le signal.

Agnès GRUDA



DROITS RÉSERVÉS

La boîte aux lettres



Josée Yvon

À la mémoire de Josée Yvon

Le texte qui suit a été lu lors des obsèques de la poète Josée Yvon, jeudi dernier.

C'est pour honorer la mémoire de Josée Yvon, celle que l'on appelle «la poète de la marginalité», celle qui n'a pu se défendre contre l'agresseur, le virus qui porte la mort, mais qui la fait entrer dans une vie qui ne finit pas, que nous sommes réunis aujourd'hui.

La fée des étoiles vient d'écrire le mot SIDA dans le ciel! Pas seulement le SIDA pathologique qu'elle a porté dans son corps! Dans le silence de sa mort, elle vient aussi clamer tous les autres SIDA du monde. SIDA politique, SIDA économique, SIDA social! Dénoncez-les, tous ces syndromes qui disent que

tout le corps de notre société ne peut plus se défendre. Après, on parlera de tendresse!

Parce qu'il faut en parler de tendresse quand on parle du Royaume de Dieu!

Nous l'entendons dans l'Évangile de Matthieu: «J'ai eu faim, j'ai eu soif, j'étais prisonnier, malade, étranger! J'étais nu!» Voilà les paroles de Jésus, qui reste «le» signe de contradiction depuis 20 siècles.

Josée a dû répondre à ces questions au moment de sa mort, de sa rencontre avec Dieu. À la Maison Dehon, nous n'avons eu que trois petites semaines pour jouir de sa douceur, de sa sérénité, de sa gratitude, de ses pardons. Nous avons vu sa détermination dans ce qu'elle tenait encore à accomplir. Elle a vécu jusqu'à la fin! Sa vie raconte son option pour la marge. Vous vous souvenez, c'est dans la marge que les maîtres-ses nous collaient des étoiles!

Avec sa poésie crue, sans rimes, sans mots à 20 \$, elle a parlé la langue de son public, elle a crié sa détresse. Elle s'est faite UNE et accessible au monde des nuits sans fin. Elle s'est faite la bouée qui ne craint pas de «caler» quand les danseuses qui s'en servent sont trop grosses!

«En vérité, je vous le dis, dans la mesure où vous l'avez fait à l'un de ces petits d'entre les miens, c'est à moi que vous l'avez fait!»

C'est elle aujourd'hui qui nous rassemble. Ce ne peut-être que des coïncidences! Saviez-vous qu'elle venait parfois ici, dans cette même église du Sacré-Coeur, pour allumer un de ces gros lampions rouges pour obtenir quelque chose du Sacré-Coeur? Saviez-vous qu'elle a passé les 21 derniers jours de sa vie dans une maison Dehon, appelée ainsi d'après le fondateur de la congrégation des prêtres du Sacré-Coeur? Saviez-vous que l'objectif de cette maison est d'être des instruments de la Tendresse de Dieu?

Josée a sûrement fait quelque chose dans sa vie pour recevoir et mériter autant d'affection, de tendresse. À une invitation lancée jeudi dernier, elle rece-

vait déjà huit lettres, vendredi! Ne pouvant pratiquement plus voir, je lui lisais ces mots de tendresse que vous lui avez envoyés. Elle réagissait par des «Es-tu fine!» et par des «Faudra que j'y réponde!»

Josée VOUS répond, aujourd'hui. Et surtout, elle nous invite tous et toutes à sacrifier notre esprit subversif! S'il doit y avoir de la subversion quelque part, que ce soit dans la direction du bien et du mieux-être de ce grand corps que nous formons. Marginalité? OK, en autant que la marge soit remplie d'étoiles.

J.-Claude BÉDARD
fondateur et dirigeant
de la maison Dehon

Le TNM nous tient à coeur

L'enjeu de l'actuelle grève des techniciens de scène du Théâtre du Nouveau Monde est la survie même de cette institution si précieuse à l'épanouissement de notre vie culturelle.

Ce conflit jette la lumière sur un malaise profond qui mine depuis longtemps l'existence du TNM: la liberté de l'art théâtral et la rigidité de sa convention collective qui le lie à l'ATSE sont difficilement conciliables.

Nous croyons que l'avenir du TNM repose sur un assouplissement de ses relations de travail qui lui permette de retrouver le droit de gérance de son théâtre. Nous réclamons simplement pour les artistes concepteurs et interprètes le droit d'exercer leur art dans l'harmonie.

Le redressement de la situation financière du TNM, entreprise depuis deux ans et déjà bien affirmée, exige que tous et toutes y participent activement. Nous ne pouvons que soutenir la direction du TNM dans sa volonté et sa détermination à retrouver l'équilibre nécessaire à la pratique de son art et espérer que les

grands objectifs de l'institution rallient tous les employés du TNM à la cause théâtrale. Le TNM est indispensable non seulement à nous qui y travaillons mais à toute la collectivité.

L'avenir du TNM nous tient à coeur.

Martine BEAULNE, André BRASSARD, Normand CHOQUINARD, Pierre CURZI, René-Richard CYR, Yves DESGAGNÉS, Claude COYETTE, Sylvie LÉONARD, Danièle LÉVESQUE, Hélène LOISELLE, Monique MILLER, Jean-Louis MILLETTE, Michel MONTY, Gilles RENAUD, Daniel ROUSSEL, Jean-Louis ROUX et Marie TIFO.

L'envers des médailles

Je suis née, en 1946, en France, dans le Pas-de-Calais. Je n'ai connu de la guerre que ce que m'en ont conté mes parents. Mon père parlait peu et encore moins de cette partie de sa vie. Ma mère avait apporté avec elle au Canada une petite boîte qui contenait tout leur passé: quelques vieilles photos où je voyais mon père en uniforme de second maître, une autre où il souriait avec ses camarades en Savoie, un papier par lequel ma mère avait appris que son mari avait été fait prisonnier en Allemagne et «qu'il se portait bien», selon la formule officielle. Il y avait aussi un ordre de libération puis une photographie à l'endroit de laquelle mon père avait écrit le nom de ses compagnons d'infortune...

Je voulais qu'il me raconte la guerre. «Il n'y a rien à raconter», me disait-il toujours. Ce n'est que peu de temps avant sa mort, lorsque la maladie l'avait affaibli, que ses vieux démons sont revenus le hanter. J'ai alors su qu'il n'avait rien oublié de «sa» guerre.

C'est ma mère qui m'a alors raconté la guerre, celle des femmes. Orpheline de la première guerre, elle a vu sa jeunesse bouleversée, sa vie de jeune femme mariée brisée. Elle m'a raconté la solitude, le désarroi, les nuits dans les

caves ou les abris, les années sans nouvelle de son mari, les attentes le long des voies ferrées dans l'espoir de l'apercevoir parmi les soldats qui s'entassaient dans les wagons, son exode à travers la France pour fuir les bombardements ou pour tenter de le rejoindre, les frustrations, les privations, la peur.

On souligne, cette année, le courage et la bravoure des soldats débarqués en Normandie. J'aurais aimé qu'on lève un peu le voile sur une guerre trop longtemps occultée: celle des femmes. J'aurais voulu voir l'autre côté des médailles épinglées au revers des uniformes. Cinquante ans après, les femmes demeurent dans l'ombre, l'ombre des fusils, l'ombre des honneurs. Les seules femmes que l'on nous a toujours montrées avaient le crâne rasé, elles avaient déshonoré la France. Combien parmi celles-ci ont élevé seule et dans la honte «l'enfant conçu avec l'ennemi». Combien ont eu à s'expatrier pour racheter leur faute.

À l'heure de l'opprobre, on se souvient, à l'heure des honneurs on oublie.

Michèle GAILLARD
La Salle

Construire

Premier visiteur à voir l'installation «Déclaration», de Jana Sterbak, lors du vernissage du 10 juin, j'ai été aussi le premier à quitter les lieux de ce projet 11 du Musée d'Art contemporain.

L'oeuvre en question est d'une indifférence totale et tient de la bouffonnerie la plus flagrante. L'envergure internationale de l'artiste n'y change rien.

Peut-être est-ce là une façon de défier quelque chose, mais ce n'est sûrement pas la meilleure façon de la construire.

Artistes, retrouvez vos manches. Le meilleur reste à venir!

Pandéls TSAKINOLOU

Troubles au Rwanda



Situation au Rwanda:

1 Des attaques d'artillerie et de mortier de l'armée rebelle tutsie ont débuté dans la nuit de lundi dans la zone est de Kigali et se sont poursuivies mardi. Les rebelles ont pris le contrôle des deux tiers du pays, dont certaines régions qui étaient sous juridiction gouvernementale.

Aussi, une proposition visant à envoyer des forces françaises au Rwanda a été adoptée par le secrétaire général de l'ONU. Le Conseil de sécurité de l'ONU tenait une réunion, hier, afin d'étudier la possibilité d'une intervention militaire étrangère visant à mettre un terme aux massacres.

De plus, le Canada prévoit envoyer 350 Casques bleus au Rwanda.

AP-PC

De l'ONU dépend l'entrée des Français au Rwanda

d'après AFP, CP et Reuter
PARIS

Soutien tiède des Européens, opposition des Africains, le projet d'intervention militaire française au Rwanda faisait hier l'objet d'un bruyant débat, mais, selon le Front patriotique rwandais (FPR), rébellion armée de la minorité tutsie, des troupes françaises y sont déjà sans attendre l'aval de l'ONU.

À Ottawa, le ministre des Affaires étrangères, André Ouellet, annonçait que le Canada est prêt à envoyer 350 spécialistes des communications au Rwanda mais seulement dans le cadre d'une force de maintien de la paix de l'ONU d'environ 4000 hommes.

Le Canada n'a formulé aucune condition concernant les pays qui pourraient prendre part à cette opération, a noté le ministre.

«Ils sont déjà arrivés. Ils envahissent le pays», a déclaré Ben Rugagazi, représentant du FPR en Afrique australe, lors d'une conférence de presse à Johannesburg. «Nous utiliserons tous les moyens possibles pour résister à cette invasion», a-t-il ajouté.

Il a assuré disposer d'informations selon lesquelles les troupes françaises sont entrées lundi soir par l'est du Zaire et qu'elles étaient à Kamimbe, près du lac Kivu, dans l'ouest du Rwanda. «Nous pensons que le Zaire envoie aussi des troupes», a-t-il dit.

À Kinshasa, de source proche de l'«Opération Turquoise», nom de code de l'éventuelle intervention française, on a appris qu'une mission militaire française «d'évaluation» est arrivée lundi à Goma, dans l'est du Zaire, près de la frontière rwandaise.

À Paris, le premier ministre Édouard Balladur a annoncé qu'il veut limiter les opérations des soldats français au Rwanda à des actions humanitaires qui ne devront «en aucun cas» se déployer «au coeur du Rwanda». Il a aussi précisé qu'il fallait le feu vert de l'ONU, que l'opération soit limitée dans le temps, et que d'autres pays soient prêts à apporter des contingents pour aider les forces françaises.

Outre le FPR, qui accuse la France de vouloir «aider les auteurs du génocide, à empêcher qu'ils soient traduits en justice et à leur conserver un rôle politique

pour l'avenir», l'OUA, Tunis, le Conseil oecuménique des Églises et un certain nombre d'organismes humanitaires s'opposaient hier au projet français d'intervention.

L'Organisation de l'unité africaine a estimé, à Addis Abeba, qu'une telle intervention serait dangereuse. L'OUA, qui compte 53 États membres, avertit dans un communiqué des «dangers» que comporterait une telle opération sans l'accord des belligérants, et demande plutôt l'envoi au Rwanda de soldats africains.

De Genève, le Conseil oecuménique des Églises (COE) appelait

le Conseil de sécurité de l'ONU à bloquer l'envoi d'un contingent français au Rwanda, estimant qu'il aggraverait les tensions dans ce pays et compliquerait la recherche d'un règlement du conflit.

Une vingtaine d'organismes de développement et humanitaires de France, dont Médecins du Monde, Pharmaciens sans Frontières, Handicap International et SOS Racisme, constitués en «Comité national de solidarité France-Rwanda», se sont vivement opposés hier à Paris à une intervention directe de la France.

Par contre, le secrétaire général Boutros-Ghali, de l'ONU, a réaffirmé son soutien à l'initiative française d'intervention au Rwanda, alors que la délégation française poursuivait ses efforts de persuasion, avec l'intention de demander un vote aujourd'hui au Conseil de sécurité pour obtenir un feu vert.

Plusieurs pays de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) sont prêts à fournir un appui logistique à l'opération de la France au Rwanda, apprenait-on au siège de l'UEO à Bruxelles. La Belgique avait déjà annoncé un possible soutien logistique et l'Espagne a fait de même hier, selon un diplomate. Mais seule l'Italie est prête à apporter, dans le cadre de l'ONU, un soutien en troupes.

Enfin, le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, qualifiait de «courageux» le projet français d'intervention au Rwanda et il confirmait, à l'issue d'un déjeuner avec Boutros-Ghali à l'ONU, que la Grande-Bretagne voterait en faveur du projet français.

Cependant, dans une lettre au Conseil de sécurité, le Bureau politique du FPR a estimé hier soir que la Mission de l'ONU au Rwanda (MINUAR) devrait être retirée si le conseil donnait son feu vert à l'intervention militaire préparée par la France.

Les observateurs militaires sénégalais, congolais et togolais de la MINUAR vont quitter Kigali aujourd'hui, après avoir reçu des menaces liées à l'intervention française au Rwanda, a-t-on appris hier soir de source onusienne dans la capitale rwandaise.



Des résidents rwandais en Belgique ont manifesté hier devant l'ambassade de France à Bruxelles contre une éventuelle intervention militaire de ce pays au Rwanda.

PHOTO AP

Un Casque bleu canadien est tué et deux autres blessés par une mine en Croatie

d'après AFP
OTTAWA

Un Casque bleu canadien a été tué et deux autres blessés hier en Croatie par l'explosion d'une mine qui a partiellement détruit leur véhicule blindé, a annoncé hier le ministre canadien de la Défense David Collette.

Les trois hommes appartenaient au régiment d'infanterie légère Princesse Patricia, basé à Calgary (Alberta, ouest du Canada), a précisé M. Collette.

Deux des Casques bleus ont été immédiatement évacués sur un hôpital de campagne tchèque où l'un d'entre eux est décédé, a ajouté le ministre à la sortie d'une réunion de Cabinet à Ottawa.

Le troisième Casque bleu a été emmené à l'hôpital militaire canadien en Croatie. Les identités et grades des trois hommes n'ont pas été révélés.

Le ministre canadien de la Défense a seulement indiqué que le véhicule blindé dans lequel se trouvaient les trois militaires avait sauté sur une mine vers 5 h 30 (heure de Montréal) hier, sans autre précision.

D'autre part, les autorités serbes bosniaques ont interdit l'entrée dans Sarajevo aux convois humanitaires et à ceux de l'ONU pendant quatre jours, de vendredi à lundi, en raison de l'offensive bosniaque en cours au nord-est du pays, a-t-on appris hier de source officielle.

Tous les points de contrôle serbes ont été fermés, particulièrement celui conduisant en Bosnie centrale, a précisé le commandant Rob Annink, porte-parole de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) à Sarajevo.

Cette décision n'a cependant pas isolé la capitale bosniaque qui peut toujours être ravitaillée par l'ONU grâce au pont aérien et, depuis mars, par des convois civils et commerciaux empruntant une route de montagne à travers le mont Igman, contrôlée par l'armée bosniaque et reliant au sud du pays.

La situation a néanmoins été jugée suffisamment préoccupante pour que le général Michael Rose,

commandant de la FORPRONU en Bosnie, se soit rendu hier à Zagreb en discuter avec Yasushi Akashi, le représentant spécial de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie.

Depuis cinq jours, l'artillerie serbe bosniaque et celle de l'armée bosniaque sont aux prises au nord-est du pays autour du mont Ozren dominant toute la région allant de Doboj et Ribnica à Gradacac.

Dimanche, les échanges d'artillerie ont quelque peu diminué d'intensité, selon le commandant Annink.

La FORPRONU a constaté un triplement ces dernières 24 heures des violations du cessez-le-feu dans et autour de Sarajevo, selon le major Annink.

Washington a offert à la Corée du Nord de suspendre sa demande de sanctions

d'après AFP
WASHINGTON

Les États-Unis ont proposé de suspendre leur campagne à l'ONU en faveur de sanctions contre la Corée du Nord si Pyongyang gèle son programme nucléaire et remplit les trois conditions posées par Washington à la reprise des négociations bilatérales, a indiqué hier un haut responsable américain.

La suspension de cet effort des États-Unis pour obtenir du Conseil de sécurité de l'ONU le vote de sanctions contre Pyongyang serait limitée à la durée de cette nouvelle session de négociations américano-nord-coréennes, a précisé ce responsable, qui parlait sous couvert de l'anonymat.

L'offre américaine, a-t-il précisé, a été transmise à la Corée du Nord lundi soir par l'intermédiaire de la mission diplomatique de ce pays auprès de l'ONU à New York.

Le gouvernement américain avait fait savoir la semaine dernière qu'il accepterait d'entamer une troisième session de négociations avec Pyongyang si le régime nord-coréen remplissait trois conditions: qu'il ne traite pas l'uranium enrichi extrait de son réacteur de Yongbyon pour obtenir du plutonium (produit indispensable à la fabrication d'engins nucléaires), qu'il ne recharge pas ce réacteur pour obtenir de l'uranium enrichi et qu'il autorise les



Des touristes sud-coréens s'amusent à braquer leurs télescopes vers la Corée du Nord près de Paju, le long de la zone démilitarisée entre les deux pays.

PHOTO AP

inspecteurs de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) à rester à Yongbyon.

Ce responsable a d'autre part confirmé que les États-Unis et la Russie préparaient le texte d'un nouveau projet de résolution sur la Corée du Nord devant être présenté dans les prochains jours au Conseil de sécurité de l'ONU.

Ce texte, a-t-il dit, «prendrait

en compte l'intérêt des Russes pour une conférence internationale (sur le programme nucléaire nord-coréen) mais appuierait aussi la position américaine concernant les sanctions» contre Pyongyang.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Andreï Kozirev, avait fait état à Moscou de cette initiative diplomatique conjointe.

Le haut responsable de l'administration a estimé que Britanniques et Français soutiendraient sans doute ce nouveau texte. Quant à la Chine, le cinquième membre permanent du Conseil de sécurité, «elle n'a pas dit qu'elle opposerait son veto», a-t-il précisé. Il a admis que de toute manière, un éventuel vote n'aurait pas lieu avant un certain temps.

Le Canada et l'Argentine signent un accord de coopération nucléaire

d'après AFP
OTTAWA

Le président argentin Carlos Saul Menem a signé hier à Ottawa un accord de coopération nucléaire civile avec le Canada et a annoncé que son pays signerait

le Traité de non-prolifération nucléaire la semaine prochaine.

L'accord signé hier permettra à des sociétés canadiennes de vendre des technologies nucléaires ou du combustible à l'Argentine, qui possède déjà depuis 1973 un réacteur canadien de type Candu (uranium naturel et eau lourde).

Ottawa souhaite également vendre à l'Argentine un ou plusieurs autres réacteurs nucléaires civils. La vente d'un seul réacteur de type Candu rapporterait environ 250 millions\$, a précisé un porte-parole du ministère canadien des Affaires étrangères, Jean-Dominique Ieraci.

Globalement, a-t-il ajouté, l'industrie nucléaire canadienne rapporte quelque 600 millions\$ par an.

La signature de l'accord canado-argentin a été vivement critiquée par le mouvement écologique Greenpeace, qui a affirmé

que la technologie Candu était dangereuse et peu testée.

Plusieurs manifestants s'étaient rassemblés hier matin devant la Chambre des Communes d'Ottawa, où avait lieu la cérémonie de signature. Un membre de la Coa-

lition canadienne pour la responsabilité en matière de nucléaire, Gordon Edwards, a estimé au cours d'une conférence de presse que la conception des réacteurs Candu permettait de retirer du plutonium (pour l'utiliser à des fins militaires) sans que le reste du monde s'en aperçoive.



723-BANG

Participant à l'International Benson & Hedges pendant huit ans

Au chalet comme au camping, à la Saint-Jean comme au Nouvel An, à un anniversaire comme à un mariage, les feux d'artifice sauront rendre votre fête inoubliable.

Comment animer votre soirée?

Ampleman vous offre à Montréal la plus grande gamme de feux d'artifice récréatifs pour votre utilisation. Avec ces feux spectaculaires et, surtout, sécuritaires, vous deviendrez magicien d'un soir.

LES FEUX D'ARTIFICE RÉCRÉATIFS bien sûrs

Pour plus de renseignements, appelez le **723-BANG**.
7925, 18e Avenue, Montréal (Québec) H1Z 3S1

Le Monde

Amnesty semonce la Turquie à propos des droits de l'Homme

d'après AFP
LONDRES

■ La situation des droits de l'Homme en Turquie « empire d'heure en heure », surtout dans le sud-est du pays à majorité kurde, affirme Amnesty international (AI), en appelant les pays européens à envoyer d'urgence sur place une mission d'experts.

Dans un rapport publié ce matin à Londres, qui dresse un tableau apocalyptique, l'organisation de défense des droits de l'Homme demande à la Conféren-

ce sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) de dépêcher une équipe en Turquie pour enquêter sur « les atteintes à la liberté d'expression et le recours systématique à la torture ».

« La situation empire d'heure en heure. Il y a chaque semaine plus de personnes emprisonnées sous l'accusation de *propagande séparatiste* pro-kurde; des assassinats s'apparentant à l'action d'escadrons de la mort sont signalés presque chaque jour; et le nombre de *disparitions* augmente de manière alarmante », écrit AI.

« À moins d'une action décisive immédiate, le recours aux *disparitions*, aux exécutions extrajudiciaires et à la torture sera bientôt bientôt considéré en Turquie comme un outil routinier d'intimidation et d'élimination », poursuit le rapport.

Il indique que, depuis le début de cette année, au moins 24 opposants ont disparu sans laisser de traces, alors que les cadavres de « nombreux autres » ont été retrouvés après enlèvement.

La situation est particulièrement alarmante dans le Kurdistan turc où, selon Amnesty, 871 villages ont été évacués de force ou incendiés par les forces gouvernementales. Depuis mars, plus de 8000 personnes auraient été ainsi contraintes de se réfugier du côté du Kurdistan irakien.

Le rapport condamne aussi les violations des droits de l'Homme de la part des séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), y compris des meurtres de civils, de journalistes et de responsables politiques locaux.

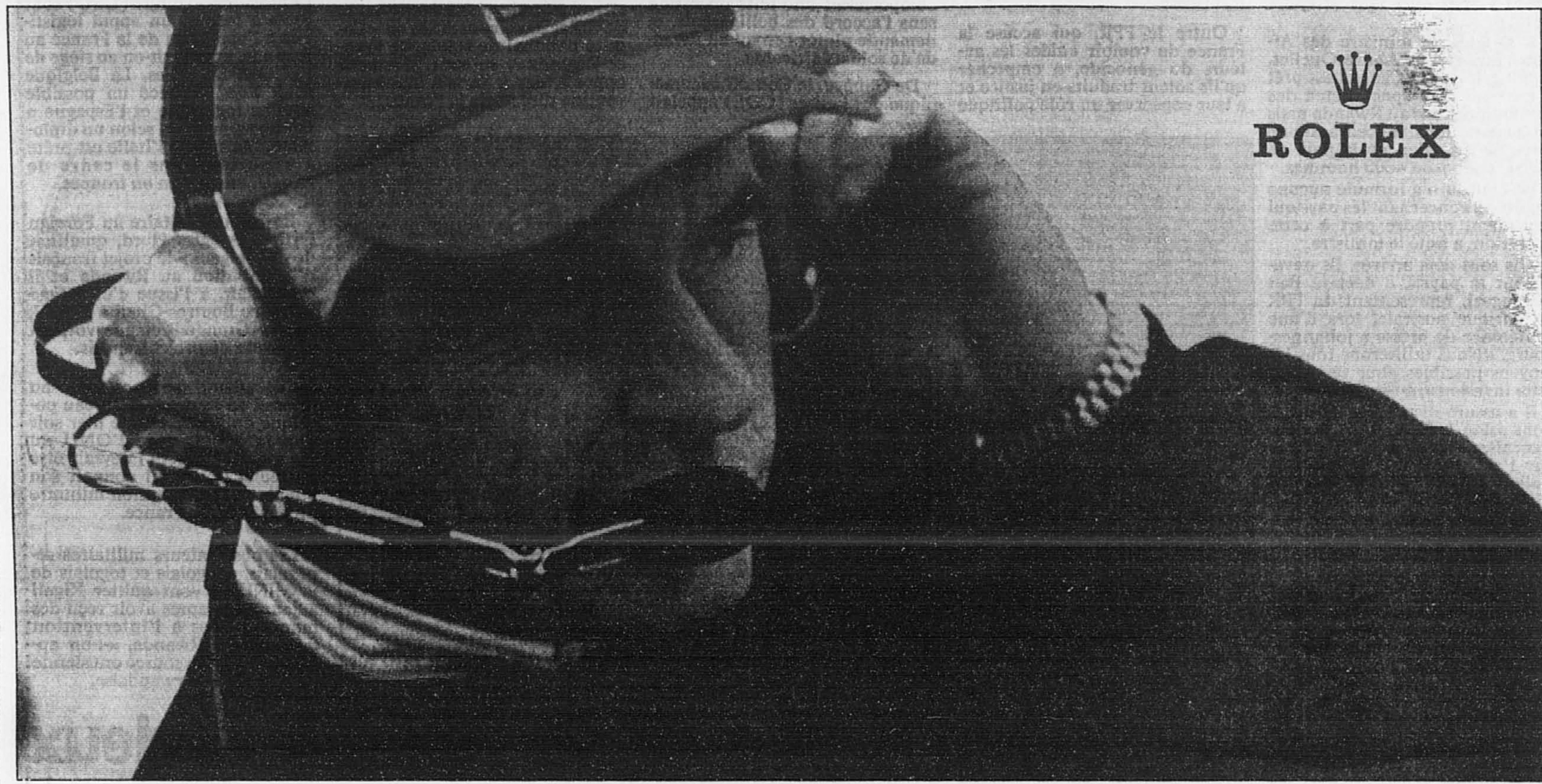
Toutefois, Amnesty estime que le gouvernement turc « ne doit pas utiliser ce conflit pour justifier les violations des droits de l'Homme commis contre ses propres citoyens par les forces de sécurité ».

Entre-temps, le représentant pour l'Europe du PKK, Kani Yilmaz, affirmait hier à Madrid que son mouvement considérait la Turquie comme « zone de guerre » et a demandé aux touristes d'éviter de se rendre dans ce pays.

Lors d'une rencontre avec la presse, Yilmaz a annoncé que le PKK va intensifier dès l'automne la guerre contre l'« État Turc », en l'étendant aux villes de ce pays.

Les actions menées contre le tourisme sont dirigées « envers les personnes qui dépensent en Turquie de l'argent utilisé pour payer des balles utilisées ensuite contre notre peuple », a-t-il dit.

« Nous souhaitons une solution politique », mais Ankara « exige notre reddition militaire », a encore affirmé Yilmaz. « Nous ne nous rendrons pas tant que l'un de nous sera encore en vie », a-t-il ajouté.



« Une des choses qu'on apprend quand on fait de la course, c'est que personne ne vous attend. » Roger Penske

À l'âge de 14 ans, Roger Penske a assisté à sa première course Indianapolis 500 aux côtés de son père. Il n'en a pas manqué une seule depuis. « La foule, l'enthousiasme m'ont saisi » raconte-t-il. « C'est à ce moment-là que je me suis promis que j'y participerais un jour ».

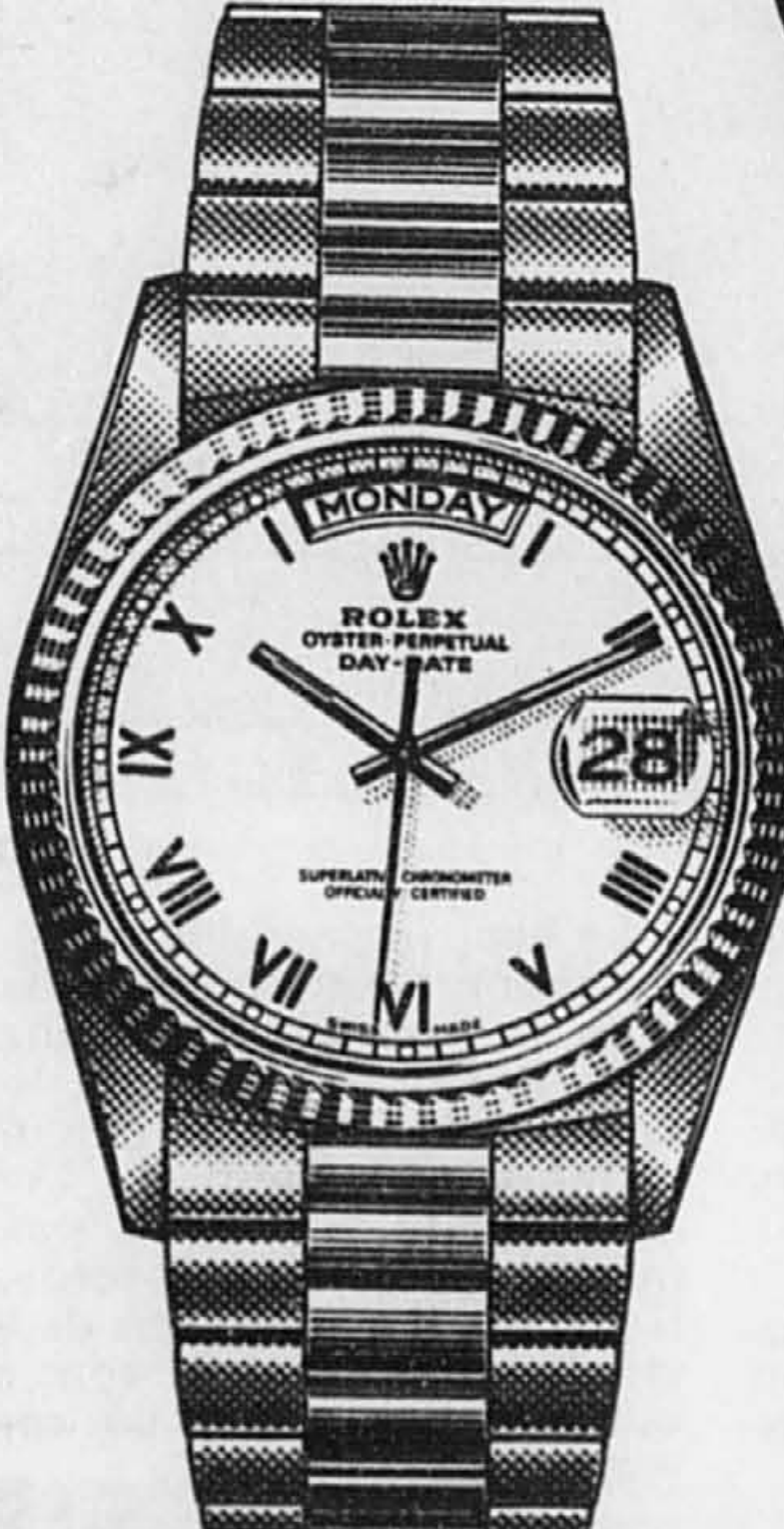
Depuis lors, l'équipe Penske a remporté neuf victoires aux courses Indianapolis 500. En fait, c'est l'équipe qui a remporté le plus grand nombre de succès.

En plus de gérer son équipe de course, Roger Penske dirige une entreprise internationale de transport valant

plusieurs milliards de dollars. Quoi qu'il entreprenne, il utilise les mêmes techniques de gestion. « J'essaie d'enseigner à mon personnel qu'il a la responsabilité d'innover, de faire bouger les choses », dit-il.

Roger Penske met l'accent sur les résultats tout en prêtant attention aux détails.

« Ce que j'aime chez Rolex », dit-il, « c'est que tout comme moi, ils ne font pas de compromis. Si vous entreprenez quelque chose, pourquoi ne pas être les meilleurs? C'est pourquoi je porte une Rolex depuis plus de 20 ans ».



Oyster Perpetual Day-Date



Oyster Perpetual Datejust Diamond Dial



Oyster Perpetual Air-King



Oyster Perpetual GMT-Master II



Oyster Perpetual Yacht-Master

Bijouterie B. Serkos 3611, boul. Saint-Laurent
Kaufmann de Suisse 2195 Crescent
Bijouterie Italienne 192, Saint-Zotique est
Bijouterie Haik 5713, av. du Parc
Bijouterie Gambard 630-A Cathcart
Bijouterie Everest Inc. 8910, boul. Lajeunesse
Château d'Ivoire 2020 de la Montagne

Accord entre l'OTAN et la Russie

d'après Reuter
BRUXELLES

■ L'OTAN et la Russie ont annoncé hier avoir conclu un accord sur leurs relations futures, ouvrant ainsi la voie à la signature par Moscou du Partenariat pour la paix (PPP) et mettant fin à leur différend sur la sécurité en Europe.

« Nous sommes parvenus à un accord », a déclaré le secrétaire général adjoint de l'OTAN, Gerd von Moltke, à l'issue d'un entretien avec le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Vitali Tchourkine. « Je pense que nous avons trouvé un bon terrain d'entente pour notre coopération future ».

Vitali Tchourkine a commenté: « Nous voyons désormais clairement comment nos rapports vont évoluer dans les années à venir ».

Les deux parties publieront aujourd'hui une déclaration commune définissant les principes de leur coopération à venir, à l'occasion de la venue à Bruxelles du ministre russe des Affaires étrangères Andreï Kozirev pour signer le PPP.

Ce texte conjoint reconnaît l'importance de la Russie et affirmait que les alliés consulteront Moscou sur les affaires européennes.

Les Russes se plaignaient amèrement que l'Alliance atlantique ignore leur statut de grande puissance.

Selon des diplomates, Moscou s'engage à participer activement au PPP auquel l'OTAN lui a proposé d'adhérer et ne disposera pas de veto sur les décisions de l'alliance.

Moscou, qui a reporté son adhésion au PPP en avril, voulait obtenir des relations politiques spéciales avec l'OTAN qui reflètent son statut et qui aillent plus loin que le PPP.

La coopération entre l'OTAN et la Russie est essentielle pour maintenir la stabilité dans l'Europe de l'après-guerre froide.

Pour les diplomates, l'Alliance a réussi à faire triompher la majeure partie de ses revendications dans la déclaration conjointe.

Les œuvres du Cardinal Léger

Partageons...

(514) 495-2421

130, ave de l'Épée, Outremont, Qc H2V 3T2

Le Journal A. Gold & Sons

June 1994

TOUT SUR NOTRE PLUS GRAND ET MEILLEUR SOLDE JUSQU'À CE JOUR

Vol. 2 No. III

**BONNE NOUVELLE MONTRÉAL! ET QUE ÇA SORTE!
NOUS SABRONS LES PRIX AU MAXIMUM
SUR DES VÊTEMENTS POUR HOMMES ET DAMES
À tous nos magasins et à notre entrepôt**

Économisez
20\$ à 35\$
Chemises de golf
En coton et mélange de coton
Ord. 50\$ à 65\$
29⁹⁹\$

Économisez
35\$
Coupe-vent
mélange de lin
Ord. 85\$
49⁹⁵\$

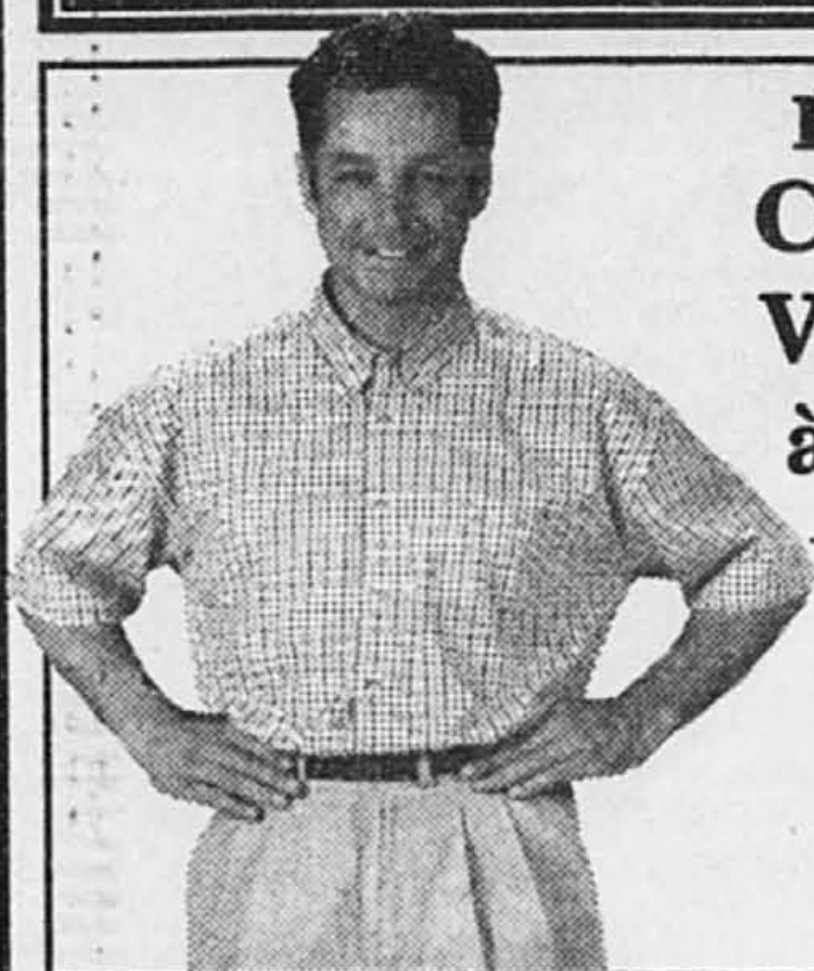
Économisez
91\$ à 129\$
Tailleurs imprimés
pour dames
Ord. 170\$ à 208\$
79\$

Économisez
56\$
Tuniques crochetés
pour dames
Ord. 85\$
29\$

Économisez
40\$
Peignoirs
en coton léger
Ord. 90\$
49⁹⁹\$

Économisez
20\$ à 27⁵⁰\$
Chemises habillées
à manches longues
Ord. 55\$ à 67⁵⁰\$
34⁹⁹ - 39⁹⁹\$

Vêtements sport pour hommes



Économisez 40*-70*
**Chemises sport
Victor Emmanuel
à manches courtes**
20 modèles
Ord. 50\$
29⁹⁹\$

Économisez 12⁵⁰\$
**Bermudas
en coton**
2 modèles
Ord. 32⁵⁰\$
19⁹⁹\$

Économisez 9⁵⁰\$
**Bermudas
légers**
6 Couleurs
Ord. 37⁵⁰\$
27⁹⁹\$

Économisez 15\$
**Chemises polo
de marque réputée
à manches courtes**
9 Couleurs • P-M-G-TG-TTG
Ord. 55\$
39⁹⁹\$



Chaussures pour hommes



Économisez 25\$
**Sandales en cuir
pour hommes**
2 modèles
Ord. 50\$
25\$

Économisez 17⁵⁰\$
**Chaussures
Sperry Topsider**
Ord. 50\$
32⁵⁰\$

Économisez 50\$
**Chaussures Mata
en cuir nubuck**
Ord. 110\$
60\$

Vêtements pour dames!



Économisez 26\$ à 71\$
**Coordonnées
d'été par
Edith Strauss**
Camisoles
Ord. 85\$ **59\$**
Jupes
Ord. 150\$ **79\$**
Blazers
Ord. 250\$ **169\$**

edith strauss

Économisez 56\$ à 141\$
**Coordonnées
d'été
par
Studio J**
Ord. 125\$ à 280\$
69\$-139\$



Économisez 56\$
**Tuniques
d'été
par
Montparnasse**
Ord. 95\$
39\$

LE GROUPE MONTDARNA CCE
MONTDARNAJUL

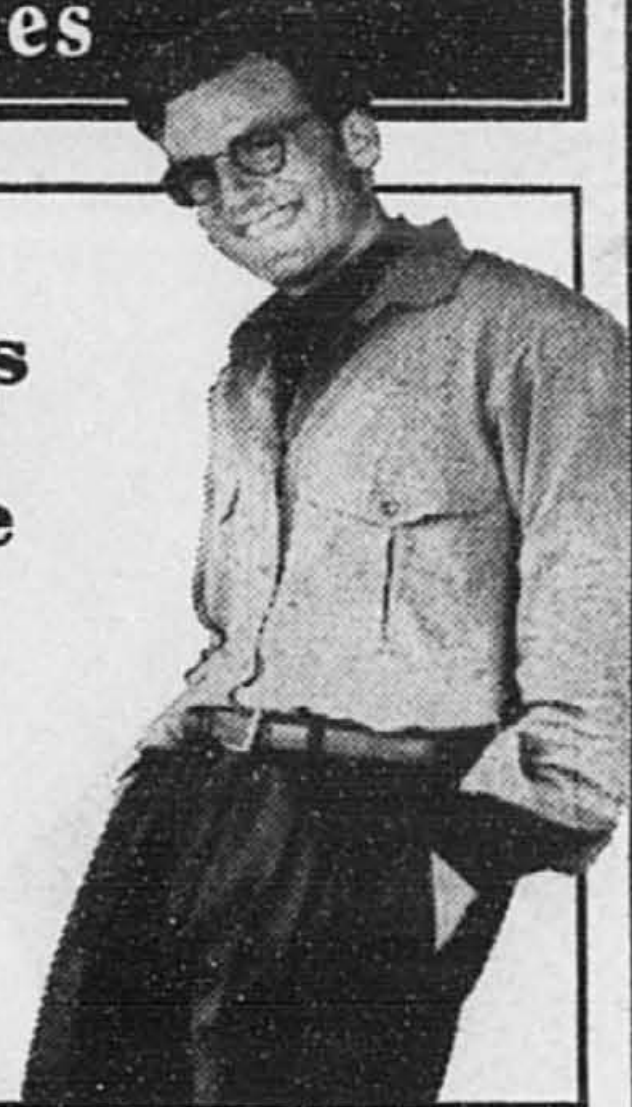
Économisez 10\$
**T-Shirts
mélange de coton
première qualité**
Ord. 30\$
20\$



Vêtements pour hommes

Économisez jusqu'à 60\$
**Pantalons habillés
en laine ou
en gabardine de laine**
Grandeurs et couleurs assorties
Ord. 110\$ à 135\$

**79\$
2 pour 150\$**



Économisez jusqu'à 47⁵⁰\$
Pantalons en lin ou en mélange de lin
À chevrons, mini-carreaux, couleurs unies
Ord. 135\$
99\$ • 2 pour 175\$



Économisez 96\$
**Vestons sport
en crépon ou
en mélange de lin**
Ord. 295\$
199\$

Chemises et cravates pour hommes

Économisez 11\$
**Chemises habillées
à manches courtes**
Choix de couleurs et de rayures
Ord. 37⁵⁰\$
26⁵⁰\$



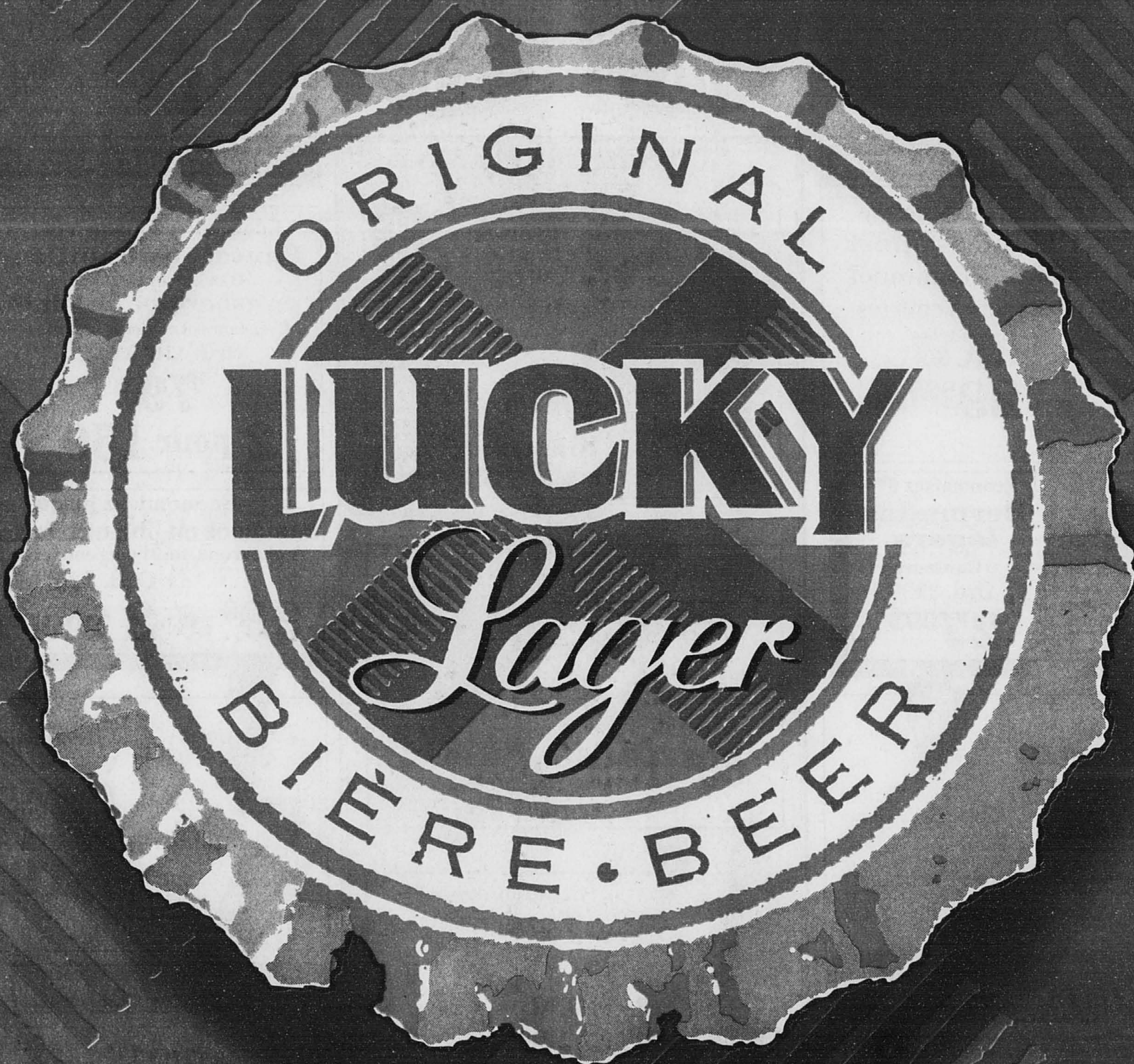
Économisez 45\$ à 70\$
Cravates en soie
Plusieurs importées d'Italie
Ord. 60\$ à 85\$
15\$

960, Ste-Catherine O. • La Place Vertu
Fameux entrepôt 2050-2056, Bleury
Fairview Pte-Claire • Centre Rockland

A. Gold & Sons®
Depuis 1899

Carrefour Laval • Galeries d'Anjou
Les Promenades Saint-Bruno
Mail Champlain Brossard

RECHERCHÉE POUR SON PRIX QUASI

HORS-LA-LOI**16⁹⁰\$***
Taxes et
consigne en sus

CAISSE DE 24 BOUTEILLES

La nouvelle Lucky Lager
vous est offerte à un prix si bas,
qu'à 1¢ de moins, le prix serait illégal.**

*Prix suggéré par le fabricant et applicable chez les détaillants participants. **Pour une bière régulière à 4,8 % d'alcool.

Le Monde

Situation critique dans le Vieux-Aden

d'après Reuter et AFP

ADEN

■ Les Sud-Yéménites ont repoussé hier une offensive nordiste visant à percer les lignes de défense autour d'Aden au prix de 16 morts et 71 blessés dans leurs rangs, selon un bilan hospitalier.

L'artillerie nord-yéménite a pénétré surtout la vieille ville et des quartiers résidentiels d'Aden, où sévit une grave pénurie d'eau, de vivres fraîches, d'électricité et de médicaments.

Selon la population du bastion sudiste désormais encerclé, les obus ont plu sur le quartier dit du Cratère, au centre-ville, ainsi que sur l'aéroport et le grand port de la mer Rouge.

Les bombes ont contraint les habitants à ne pas se risquer dans les rues à la recherche de puits pour s'approvisionner en eau. Les voitures ont disparu et la plupart des commerces ont fermé. Les ordures ménagères s'y empilent, attirant mouches et rongeurs.

D'après les autorités, 100 personnes au moins ont été tuées la semaine dernière à Aden. Un appel aux donateurs de sang a été lancé pour les nombreux blessés, souvent soignés dans les couloirs d'hôpitaux débordés et manquant d'eau.

Selon un responsable du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Koweït, les conditions sanitaires sont «extrêmement critiques» et des formes mortelles de diarrhée ont fait leur apparition à Aden.

Le CICR craint qu'une épidémie n'éclate dans la ville de 400 000 âmes où le thermomètre frôle 40 degrés, avec un taux d'humidité très élevé. Une partie des infrastructures civiles est atteinte, ce qui fait que les égouts se déversent dans les rues.

Le Sud-Yémen, qui a fait sécession en mai après trois semaines de guerre civile avec le gouverne-

ment central de Sanaa, avait lancé lundi un appel international à l'aide pour la ville d'Aden.

Les forces nordistes qui cherchent à briser la sécession sudiste se sont déployées le long d'un arc de cercle aux abords du port de la mer Rouge. Selon un officier nordiste, les forces de Sanaa seraient désormais à moins de 10 km d'Aden.

Au Caire, Abdul-Aziz Abdul-Ghani, membre du Conseil présidentiel au pouvoir à Sanaa, a demandé hier aux pays arabes de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures yéménites. «Nous espérons que tous nos frères arabes nous aideront à mettre fin aux combats et à ouvrir des négociations en n'intervenant pas», a-t-il dit.

Ses propos visent, semble-t-il, l'Arabie saoudite et ses alliés du Golfe, soupçonnés par Sanaa de soutenir et d'aider le Sud.

Le «président» sud-yéménite, Ali Salem al-Baid, a nommé hier le colonel Abdallah Fadhi Mouqbil commandant de l'armée de l'air et le colonel Ali Qassem Taleb commandant de la marine sudiste. Il a également promu le «ministre» de la Défense, Hatham Qassem Taher, au rang de général, tout comme le chef d'état-major des forces armées sudistes, le colonel Omar Ali al-Attas.

Les forces sudistes sont estimées à 28 500 hommes, contre près de 36 500 soldats pour le nord. Les sudistes ont 2500 pilotes et techniciens et 120 chasseurs-bombardiers d'origine soviétique. Les forces de la marine sudiste sont composées de 1000 hommes.

L'offensive nordiste contre Aden est intervenue après l'échec d'une tentative de réunion entre les belligérants, que l'envoyé de l'ONU Lakhdar Brahimi essayait d'organiser au Caire pour leur faire accepter un mécanisme de supervision d'un cessez-le-feu.

Washington envisage une propagande audio en Haïti

d'après AFP

WASHINGTON

■ Les États-Unis sont prêts à lancer une campagne de propagande sonore destinée aux militaires et à la population haïtienne, a-t-on appris hier auprès de responsables du Département de la Défense.

Ce dispositif s'apparenterait à une véritable «station de radio dans le ciel», installée à bord d'avions et animée par des unités spéciales spécialisées dans l'action psychologique, selon ces responsables qui ont requis l'anonymat. Cette campagne pourrait débuter d'ici deux semaines, selon ces sources.

Des missions similaires ont été menées en 1989 au Panama et en 1991 en Irak. Des avions tels que les EC-130, capables de voler à vitesse lente, équipés de matériels de diffusion et d'électronique, sont spécialement adaptés à ces missions, selon ces sources. Les appareils envoient «un signal radio qui peut être perçu à terre», a indiqué un des responsables connaissant bien ces appareils.

Les messages soutiendraient les opposants aux militaires au pouvoir à Port-au-Prince et dissuaderaient la population de prendre la mer pour gagner les États-Unis, a-t-il ajouté. Ils pourraient être accompagnés de tracts largués par voie aérienne.

Les avions, qui peuvent être ravitaillés en vol, pourraient décoller des bases militaires de MacDill, en Floride, ou Fort Bragg (Caroline du Nord), a ajouté ce responsable.

Interrogé lundi sur la possibilité d'une campagne de propagande vers Haïti, le secrétaire à la Défense William Perry avait répondu qu'il s'agissait d'une «option».

«Personne ne dit que cela ne se produira pas», avait indiqué pour sa part un haut responsable du Pentagone ayant requis l'anonymat.

Par ailleurs, la politique américaine à l'égard des réfugiés haïtiens demeure «une plaisanterie cynique», estime le président haïtien en exil Jean-Bertrand Aristide dans un communiqué publié hier à Washington.

LIBRAIRIE LE BOUQUIN

Nous vendons les publications du gouvernement du Québec:
- lois, règlements
- livres administratifs, techniques
- livres d'art, etc.

Heures d'ouverture:
lundi, mardi, mercredi: 9h à 20h,
jeudi, vendredi: 9h à 21h, samedi: 9h30 à 17h

395, Boul. Cartier, Laval
Tél.: (514) 688-6036 Fax: (514) 688-8844

CONCESSIONNAIRE DES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

MALADIE D'ALZHEIMER

Le centre de Recherche de l'hôpital Douglas propose l'essai d'un nouveau médicament pour les personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer à ses débuts. Les patients seront suivis à l'externe. Si l'un de vos parents (ou connaissance) est âgé de moins de 85 ans, vit à la maison avec son époux(se) ou quelqu'un qui en prend soin et a reçu un diagnostic probable de maladie d'Alzheimer, il peut être éligible pour bénéficier de notre programme. La confidentialité est assurée. Toutes les évaluations, investigations et médicaments seront sans frais. Pour de plus amples informations, veuillez laisser votre nom et numéro de téléphone sur le répondeur au 762-1167.

MERITT FAILLITE

FOURNITURES DE BUREAU AUSSI

LIQUIDATION JOUETS

40% à 60%

- FISHER PRICE
- MATTEL
- GRAND TOYS
- PARKER BROTHER
- DISNEY

474, Ste-Catherine Ouest (côté cinéma Parisien)

PUBLIREPORTAGE

Carrières dans le domaine du voyage

L'industrie du voyage, un monde fermé et difficilement accessible ? Depuis 1979, une institution privée a prouvé qu'après une formation de 4 mois les portes vous sont grand ouvertes.

■ Vous avez fait des études collégiales ou universitaires mais les emplois sont rares dans votre secteur de spécialisation ?

■ Vous avez quitté le marché du travail depuis quelques années et vous recherchez un travail intéressant ?

■ Vous travaillez actuellement, mais vous songez à réorienter votre carrière ?

■ Le domaine du voyage vous intéresse, vous n'avez pas fait d'études collégiales et vous vous demandez s'il y a des emplois intéressants pour vous ?

Formation technique

Sachez d'abord que, pour y accéder, il faudra acquérir une solide formation technique: rien de très difficile, mais il faut connaître la terminologie technique du voyage, la tarification, le système de réservation informatisé, etc. En plus d'une bonne formation en géographie, vous devez connaître les produits offerts aux touristes et gens d'affaires et les caractéristiques des principales destinations.

L'industrie du voyage ne se limite pas aux agences de voyages. Il y a une foule d'entreprises qui offrent leurs services par l'entremise du réseau des agences de voyages et toutes ces entreprises aussi recherchent du personnel techniquement qualifié de tout âge.

Avant de choisir une école, assurez-vous qu'elle est reconnue par les employeurs. Découvrez par vous-même quelle

est la meilleure école. Faites votre propre sondage en demandant aux agences de voyages: *Quelle est la meilleure école ?* Vous allez alors découvrir que le Collège April-Fortier offre la formation professionnelle la plus reconnue.

Collège April-Fortier

En quelques mois, le Collège April-Fortier vous permet d'acquérir cette formation technique. Ce collège n'est pas un Cégep et, par conséquent, n'offre pas un enseignement général; le collège offre une formation professionnelle qui s'adresse d'abord et avant tout à une clientèle adulte qui recherche les outils nécessaires pour fonctionner dans le domaine du voyage. Fondé par des professionnels du voyage pour répondre aux besoins de cette industrie, le collège a la réputation d'être très branché sur les besoins de l'industrie.

Le collège vous permet donc de faire la transition entre votre situation actuelle et l'industrie du voyage; une fois dans l'industrie, vous découvrirez une quantité surprenante de postes diversifiés. Ce sera alors à vous d'orienter votre carrière selon vos goûts, vos forces et vos objectifs.

Vous pouvez aussi effectuer une transition graduelle en vous impliquant à temps partiel dans le domaine tout en conservant votre emploi actuel; cette approche vous permet de bénéficier des avantages de l'industrie et d'acquiescer une expérience qui sera valorisée si un jour vous décidez de vous y impliquer à temps plein.

Programme

Le programme de formation d'une durée de 332 heures est suivi d'un stage d'au moins 30 heures en agence de voyages. Le programme est divisé en sept cours de telle sorte que vous pouvez le suivre à temps plein ou à temps partiel; le collège offre des cours de jour, de soir et du samedi.

Service de placement

En plus de répondre aux demandes provenant de l'industrie, le personnel du collège pourra vous orienter selon vos expériences passées, votre âge, les études que vous avez déjà faites et les objectifs que vous poursuivez. Comme il s'agit d'une industrie aux multiples ramifications avec des emplois de nature très diversifiée, le monde du voyage a besoin de personnes de tout âge, autant des diplômés universitaires que des personnes possédant une formation de niveau secondaire. Les étudiants se retrouvent très rapidement sur le marché du travail du fait que la direction du collège travaille en étroite collaboration et uniquement avec l'industrie du voyage; après 15 ans de réputation d'excellence, il n'est pas surprenant de retrouver un grand nombre d'ex-étudiants à des postes importants dans toutes les sphères de l'industrie.

Prochains cours

Les prochains cours du jour débutent le 4 juillet et le 29 août. Les cours du soir débutent le 12 septembre; ceux du samedi, le 10 septembre. Nous vous offrons aussi la possibilité de suivre le programme en anglais du 12 sept. au 23 déc.



Gisèle April-Fortier

Vous avez le choix de suivre les cours en français ou en anglais. Ceux qui suivent les cours en anglais ont la possibilité de rédiger leurs examens en français s'ils le désirent. Il s'agit là d'une excellente occasion de se perfectionner en anglais tout en suivant une formation spécifique.

Renseignements

Si vous désirez en savoir davantage, contactez le Collège April-Fortier au 878-1414 ou au 521-1600; on vous fera parvenir une brochure explicative. Si vous le désirez, prenez rendez-vous avec un conseiller.

Pour mieux connaître l'industrie et les possibilités qu'elle vous offre, le collège offre gratuitement un cours de 3 heures, mercredi le 22 juin à 19h00 ou mercredi le 29 juin à 19h00.

Vous aurez alors l'occasion de poser toutes les questions qui vous intéressent. S.V.P. Réservez.

Le collège est situé au 801 rue Sherbrooke Est (1er étage), au coin de St-Hubert, à deux minutes de la station de métro Sherbrooke (sortie Berri Est).



50% de rabais

LIQUIDATION DE JUSTAUCORPS!

Pour vous mettre en forme ou simplement pour la mode, nos tenues en mettront plein la vue. Leggings, tout-en-un, tee-shirts et autres signés Gilda Marx, Jacques Moret et Body Design. Le choix varie selon le magasin.

Ord. 14,99 \$ à 60 \$.

Solde

599 \$ à 1999 \$

ch.

Collants fins, rayon 225. Tant qu'il y en aura.



LA BAIE

Compagnie de la Baie d'Hudson

L'AVANTAGE DES MEILLEURS PRIX®

Le Monde

Le Vatican dénonce les conditions du commerce international des armes

Les armes « ne doivent jamais, en aucune façon, être traitées comme des marchandises ordinaires »

d'après AFP

CITÉ DU VATICAN

■ Le Vatican a dénoncé hier les conditions dans lesquelles se déroule actuellement le commerce international des armes, rejetant les « arguments moralement injustifiables » utilisés particulièrement par les gouvernements et les fabricants d'armes occidentaux pour développer leurs activités.

Dans un document de 36 pages consacré exclusivement aux armements conventionnels et publié au moment où se tient dans la région parisienne le salon mondial de l'armement terrestre EUROSATORY 94, le Conseil pontifical pour la justice et la paix, présidé par le cardinal Roger Etchegaray, souligne tout d'abord le bien fondé du droit de légitime défense « par le moyen d'armements ». Ce droit devient même « un devoir impérieux » pour ceux qui ont charge de vies humaines. « C'est ce droit à lui seul qui justifie la possession ou

le transfert d'armements », ajoute-t-il.

Mais le Conseil pontifical précise que les armes « ne doivent jamais, en aucune façon, être traitées comme des marchandises ordinaires ». Il ajoute qu'aucun État exportateur d'armes « ne peut abdiquer sa responsabilité morale ».

Le Vatican dénonce une série de pratiques et d'arguments souvent entendus dans les pays industrialisés et qui vont à l'encontre de « la responsabilité morale » de ces pays dans le commerce des armes.

Ainsi, l'argument selon lequel, « si un État refuse de vendre des

armes, un autre le fera à sa place, est sans fondement moral ». Le document pontifical demande « de résister aux pressions économiques qui poussent à augmenter les ventes d'armes ».

Le Vatican affirme également que la crainte de pertes d'emplois « ne peut pas légitimer le maintien d'une industrie d'armements », quelles que soient les réelles difficultés d'adaptation. Sur ce point, le Conseil affirme que les États et les industriels ont le devoir d'assurer une reconversion des ouvriers de l'armement affectés par les mutations économiques.

Les pratiques illicites qui ont conduit ces dernières années à toute une série de scandales, notamment à propos de la fourniture d'armements à l'Irak, sont condamnées par le Conseil pontifical qui rappelle que l'État a la charge de s'assurer de la légalité des ventes d'armes. Ainsi sont dénoncées les fausses factures, les faux documents de transport et les violations des embargos « légitimement imposés » sur les ventes d'armes. Le « même jugement sévère » doit être porté sur les compagnies « qui vendent des composants ou des pièces à usage multiple, tout en sachant parfaitement

qu'ils serviront probablement à des fins hostiles ».

Des mises en garde sévères sont également adressées aux États importateurs qui doivent veiller à ne pas épuiser leurs ressources par des dépenses en armements démesurées servant « le prestige personnel d'un dirigeant ou d'une classe politique ».

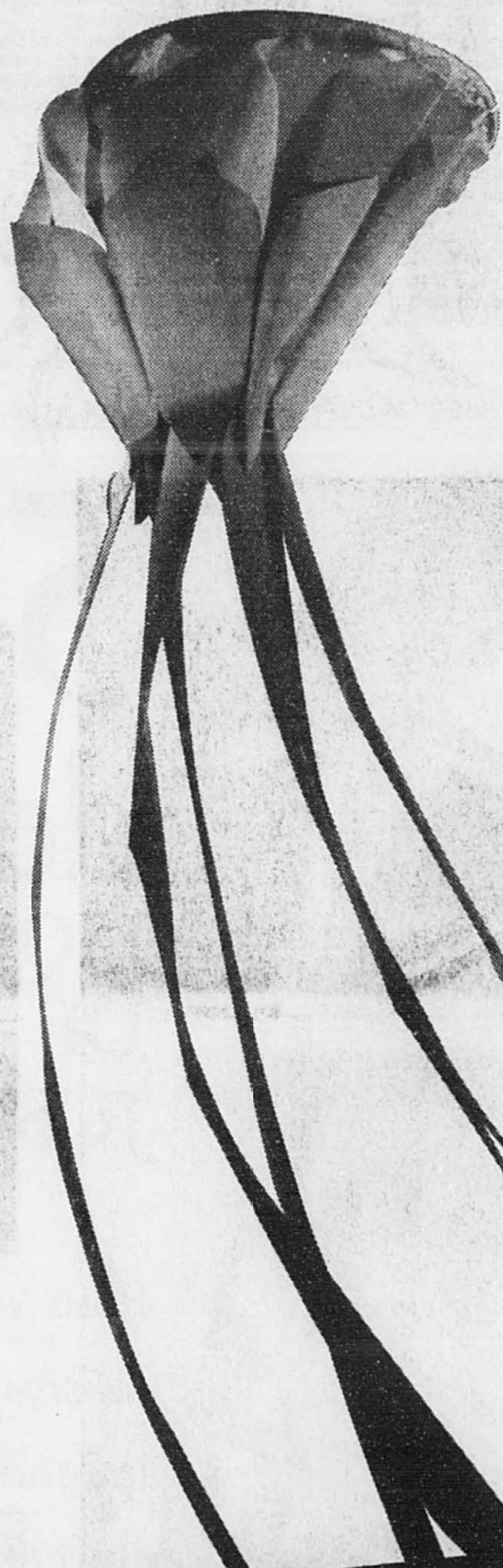
Les relations avec les régimes autoritaires sont examinées par le Conseil pontifical qui constate que la caractéristique de ces régimes est de se maintenir au pouvoir « grâce à des forces de sécurité bien armées ». Ceci met en évidence « la relation entre les ventes d'armes et les violations

des droits de l'homme », souligne le document.

Le Vatican aborde d'autre part le droit d'ingérence ou d'intervention extérieure pour prévenir les conflits. Constatant l'accroissement du rôle des forces des Nations unies, le Vatican préconise des « interventions préventives, car « il est plus facile de prévenir les conflits que de les arrêter ».

Les organismes internationaux, indique-t-il ensuite, doivent réfléchir « sur les limites de la souveraineté des États quand une autorité légitime n'existe plus, et sur les mesures à prendre pour rétablir cette autorité par des moyens démocratiques ».

LE JEUDI 23 JUIN ET LE SAMEDI 25 JUIN



TOUJOURS LES PLUS POPULAIRES!

Aubaines mystère

50 % DE RABAIS

Les bijoux et les bagues en or 10 ct et 14 ct à prix ordinaire (excluant les chaînes et les boucles d'oreilles en or à prix vedette se terminant par 99 c) et les matelas et les sommiers.
Cette offre spéciale ne peut être combinée aux rabais de 10 % à 25 % et de 30 % à 50 % de la carte Aubaines mystère.

PAS DE TPS**

Sur les gros électroménagers et sur les prix ordinaires et de liquidation des téléviseurs, magnétoscopes, caméscopes et chaînes stéréo.

**Nous vous donnerons un rabais équivalant à la TPS. Cette offre spéciale ne peut être combinée aux rabais de 10 % à 25 % et de 30 % à 50 % de la carte Aubaines mystère.

10 % À 25 % DE RABAIS

SUR LE PRIX ORDINAIRE, DE SOLDE OU DE LIQUIDATION DE PRESQUE TOUTE LA MARCHANDISE!

* Mode, chaussures et accessoires mode pour homme, femme et enfant * Bijoux mode * Petits appareils d'hygiène personnelle * Articles ménagers * Articles de sport * Barbecues * Jouets * Friandises, etc.

*Voyez les exceptions sur votre carte Aubaines mystère ou sur les affiches en magasin.

30 % À 50 % DE RABAIS

SUR LE PRIX ORDINAIRE D'UN CHOIX D'ARTICLES*!

* Montres * Perles de culture (rondes ou d'eau douce) * Bagues en argent fin ou en jade * Reproductions * Accessoires décoratifs * Linge de maison * Articles-cadeaux * Verreries et autres

*Voyez les exceptions sur votre carte Aubaines mystère ou sur les affiches en magasin.

Les rabais de 10 % à 25 % et de 30 % à 50 % de la carte Aubaines mystère ne peuvent être combinés.



LA BAIE

L'AVANTAGE DES MEILLEURS PRIX®

Compagnie de la Baie d'Hudson

■ Permettre l'accès de tous à l'eau, à la nourriture, à l'éducation, éradiquer les maladies, mettre fin aux violences: dans son rapport 1994 sur le « Progrès des Nations », publié hier, l'UNICEF dresse le bilan parfois pessimiste, parfois encourageant, des efforts de la communauté internationale en faveur de l'enfance.

La faim continue de tuer. Un tiers des enfants des pays en développement souffrent de malnutrition. Mais elle est sur le point d'être vaincue dans 30 pays: l'Égypte, l'Algérie, l'Argentine, le Chili, la Colombie, la Malaisie notamment, comptent moins de 10 p. cent d'enfants sous-alimentés. De même, la Chine, la Tanzanie, le Cap-Vert ou le Vietnam sont sur le point d'atteindre leurs objectifs.

En revanche, le Bangladesh, la Bolivie, le Salvador, l'Inde et le Pakistan manquent de ressources sur ce plan, alors que Haïti, l'Angola, le Burundi, le Zaïre, la Somalie ou le Soudan ont « peu de chances » d'éradiquer la malnutrition.

Si 80 p. cent des enfants du monde sont vaccinés, six maladies évitables tuent encore plusieurs millions d'enfants chaque année. Même si la lutte contre le tétanos (650 000 morts chaque année) s'est intensifiée dans neuf pays (Guinée, Sri-Lanka, Vietnam, Maroc, Pérou...) la couverture a reculé dans 26 autres (Madagascar, Zambie, Éthiopie, Irak, Ouganda, Côte d'Ivoire...).

La polio peut sembler en passe d'être éradiquée mais elle provoque encore 140 000 infirmités par an, et la couverture vaccinale a reculé dans 22 pays (Salvador, Nigéria mais aussi Irlande et Grèce notamment). Motif fréquent: « l'autosatisfaction », selon l'UNICEF. De même, la vaccination contre la rougeole (un million de décès) a reculé en Autriche, en Géorgie, au Togo.

Certains pays comme Madagascar, Haïti, la Zambie, la Côte d'Ivoire ou le Soudan cumulent les reculs en matière sanitaire.

Enfin, le sida pourrait tuer, selon des estimations américaines, 850 000 enfants en 2010.

L'alphabétisation gagne du terrain et 10 pays en développement ont réussi à la porter à 90 p. cent (Jamaïque, Corée, Uruguay, Cuba, Thaïlande...).

Mais le constat est nuancé: des pays pauvres enregistrent des progrès (Philippines, Vietnam, Sri-Lanka, Pérou ont plus de 75 p. cent d'alphabétisés pour un PNB/habitant inférieur à 1000 dollars), alors que des pays au PNB supérieur ont une alphabétisation de moins de 70 p. cent (Arabie saoudite, Algérie, Irak, Gabon, Tunisie).

De même, le bilan de la planification familiale est partagé: si 57 p. cent des couples du monde utilisent une méthode contraceptive, 120 millions de femmes des pays en développement n'y ont pas encore accès.

Certains pays ont atteint des scores élevés (Turquie 63 p. cent, Sri-Lanka 62 p. cent, Thaïlande, Colombie et Brésil 66 p. cent, Chine 83 p. cent, Vietnam 53 p. cent, Cuba 70 p. cent), d'autres des résultats moyens (43 p. cent en Inde et au Zimbabwe, 40 p. cent au Bangladesh et aux Philippines). Mais la plupart des pays d'Afrique noire ont un taux inférieur à 10 p. cent (1 p. cent en Somalie, 4 p. cent au Mozambique et au Niger, 6 p. cent au Nigéria).